

"Retour au plan Monnet et abandon du plan Marshall" dans Combat (16 juin 1949)

Légende: Le 16 juin 1949, le quotidien français Combat commente le programme de redressement économique et social publié par la Confédération Générale de Travail (CGT).

Source: Combat. 16.06.1949. [s.l.]. "Retour au plan Monnet et abandon du plan Marshall".

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/retour_au_plan_monnet_et_abandon_du_plan_marshall_dans_combat_16_juin_1949-fr-76d16c95-14be-4020-82ae-b65b809dd087.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Retour au plan Monnet et abandon du plan Marshall

Demande la C.G.T. dans un programme de redressement économique

Estimant sans doute que l'économie française est actuellement à un important tournant, la C.G.T. vient de publier « un programme de redressement économique et social » ; son contenu donne à penser que ce document très large est destiné à servir de base à la campagne pour l'unité d'action syndicale et même politique qui engloberait, comme le précise le document : « tous les éléments sociaux, travailleurs manuels et intellectuels, paysans-travailleurs, artisans, commerçants honnêtes, industriels indépendants ».

Dans un rapide historique, la C.G.T. rappelle qu'elle avait accepté de participer à l'élaboration du plan Monnet « sans illusions sur les possibilités de planification en régime capitaliste ». Mais, depuis deux ans, le plan de modernisation a été progressivement abandonné « sous le poids d'un expansionnisme étranger auquel une classe pourrissante n'a offert aucune résistance ».

Quelles en ont été les conséquences ? Inflation des prix et des profits industriels et commerciaux, ralentissement des investissements dans les secteurs nationalisés, concurrence des produits industriels importés, investissements étrangers.

LE « FARDEAU ECRASANT » DU PLAN MARSHALL

C'est pour faire face à cette situation et à ces perspectives que la C.G.T. propose un programme.

Il est notamment prévu la renonciation immédiate au plan de freinage de l'électricité, le plein emploi du potentiel sidérurgique, – mais « en dehors de la politique américaine d'armement et de préparation à la guerre », – la résistance à la poussée des pétroliers anglo-saxons qui encouragent le transport routier, l'encouragement à la production de l'énergie atomique... ; par contre, le programme estime que la production textile est suffisante et que celle des machines agricoles peut être légèrement ralentie par rapport aux prévisions primitives, non réalisées, du plan Monnet.

La C.G.T. fait une vive critique de la politique du commerce extérieur et estime que seul l'objectif de la préparation à la guerre peut expliquer l'orientation de l'économie française vers une structure de grande nation agricole.

Pour sa part elle opte au contraire pour une industrie prospère et bien équipée qui se dégagera peu à peu des importations de la zone dollar ; le classement prioritaire des sources serait le suivant: « Allemagne au titre des réparations ; pays d'outre-mer pour la base d'une équitable réciprocité ; Europe de l'Est ; zone livre sterling ; autres zones monétaires ; et enfin zone dollar ».

Ce qui n'exclut pas « l'éventualité du concours étranger qui s'inscrirait dans le cadre d'une politique internationale d'aide authentique aux pays d'outre-mer sous le contrôle de l'O.N.U. », ou à la France, mais « sous le contrôle de la commission économique européenne de O.N.U. ».

Le montant global des investissements nécessaires pour la réalisation du programme s'élèverait à 5.000 milliards environ échelonnés sur quatre ans. Pour les industries nationalisées, les capitaux seraient trouvés par « la libération des prix de gros des industries nationalisées à concurrence de leur alignement sur l'indice général des prix de gros industriels ».

Enfin ne proposant point l'extension des nationalisations actuelles, la C.G.T. répudie « la querelle factice du libéralisme et du dirigisme » et condamne le pseudo-libéralisme actuel. En bref, il n'est point demandé une transformation de structure économique totale mais « des mesures sévères de contrôle destinées à empêcher le sabotage délibéré des grands trusts industriels ».